

Yolaine CULTIAUX
Doctorat de Science Politique
Equipe de Science Politique et d'Anthropologie de la Citoyenneté, de la Compétence et
de l'Expertise (ESPACE)
Groupe de travail sur les politiques publiques
Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence

Expertise, politique linguistique et *nation-making*:
les sociolinguistes face à la (re)construction nationale catalane
dans l'Espagne des Autonomies

Congrès de l'Association Française de Science Politique,
à l'I.E.P d'Aix-en-Provence, du 23 au 26 avril 1996

Contribution pour l'atelier "Politiques publiques et connaissances expertes"
sous la responsabilité de G.MASSARDIER

"La science est de nos jours une "vocation" fondée sur la *spécialisation* au service de la prise de conscience de nous-mêmes et de la connaissance des rapports objectifs. Elle n'est pas une grâce qu'un visionnaire ou un prophète auraient reçue en vue de dispenser le salut de l'âme, ou des révélations; elle n'est pas non plus partie intégrante de la méditation des sages et des philosophes qui s'interrogent sur le *sens* du monde".

Max Weber, "*Le métier et la vocation de savant*", 1919, in *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1959, pp.91-92.

"Les savants sont en même temps les hommes d'une société particulière, d'une époque donnée. L'orientation et le style des recherches sont marqués par le caractère des hommes et non pas des seuls savants, car les uns ne sont jamais rigoureusement séparables des autres. Malgré tout, la différence demeure fondamentale entre l'influence que le milieu exerce de lui-même sur la science, en passant par la spontanéité des savants, et celle que les chefs politiques exerceraient s'ils s'arrogeaient le droit de fixer à la science ses objectifs, puis ses méthodes, finalement ses résultats. Dans le premier cas, la communauté de la science continue d'obéir, pour l'essentiel, à ses lois spécifiques. Dans l'autre, elle abdiquerait son autonomie et mettrait en péril, du même coup, sa vocation et ses progrès ultérieurs".

Raymond Aron, introduction à l'ouvrage de Max Weber, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1959, p.17.

"De toute évidence, la césure est politique: il y a bien un avant et un après *l'anthropologie coloniale* et aussi une opposition entre *pour et contre* l'indépendance de l'Algérie (...). C'est dire que P.Lucas et J.C Vatin me semblent ici adopter des critères nationalistes définissant la scientificité en fonction des prises de position politiques, d'où le caractère à la fois optimiste et contestable de leurs propos:

"...derrière les analyses de Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad, Jeanne Favret et leur quête d'une relation adéquate et innocente au réel, il y a l'Algérie qui *se pose* comme *sujet* de connaissance, elle se connaît dans le même temps qu'elle oeuvre à sa libération politique. Après avoir, observée, et traquée, longtemps proliféré sous le crâne colonial, elle se dévoile à elle-même".

Ou bien toute science est politique, et alors soit on récuse toute possibilité d'une connaissance scientifique (dire que toute science est politique c'est dire qu'il n'y a pas de science), soit "on tombe, dans la théorie jdanovienne des deux sciences", comme le dit Maxime Rodinson à propos du livre d'Edouard Saïd (...). Se trouve récusée par le fait même la question de savoir quel est le rapport qu'entretient *l'anthropologie coloniale* avec la réalité, si dans des conditions données de production des savoirs cette anthropologie a pu, ou non, avoir des effets de connaissance et on se demande à quel titre le discours du colonisé qui se libère peut être un discours scientifique. Ou bien on a avec le savoir un rapport moral, du côté du mal ou du bien et le savoir est affaire de militantisme et on oppose au prétendu savoir colonial (les *chimères* qu'on refuse) le vrai savoir du discours militant (...).

Monique Gadant, *Parcours d'une intellectuelle en Algérie. Nationalisme et anticolonialisme dans les sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, 1995, pp.42-43.

"En un peu moins de dix ans nous l'avons vue [la sociolinguistique] se constituer: puissante, fiable, engagée. Ce dernier qualificatif, qui surgirait spontanément de la plume de n'importe quel observateur objectif et qui m'a échappé sans que je n'y prenne moi-même garde, m'éviterait d'avoir à prouver qu'avec la sociolinguistique nous retrouvons parmi nous la science la plus profondément engagée (...). Aujourd'hui, dans les milieux internationaux, c'est un objet de discussion que de savoir si le sociolinguiste peut demeurer indifférent face aux problèmes d'usage de la langue ou si, au contraire, il doit adopter une position. Eh bien, si cet aspect est déjà pris en considération d'une manière générale (ne serait-ce qu' en tenant compte de la nature de la science), il n'est nul besoin de dire que cette question a été résolue sans discussion par les sociolinguistes catalans dans le sens où ils se sentent concernés par les problèmes d'usage de la langue. Une nouvelle fois, et avec toute sa singularité, nous prenons acte de l'existence chez nous d'une linguistique engagée. A propos de cela, laissez-moi vous rappeler ce que Joshua Fishman, éminent sociolinguiste nord-américain, nous dit un jour: "En réalité, tout catalan se doit d'être sociolinguiste, non?"".

Dr.D.Antoni M.Badia i Margarit, Professeur de Grammaire Historique de la Langue Espagnole de la Faculté de Philologie, "*Ciencia i passio dins la linguistica catalana moderna*", discours inaugural du cours académique 1976-1977, Université de Barcelone, Barcelone, 1976, pp.44-45.

INTRODUCTION

Dans le cadre général de l'analyse des politiques publiques, la présente contribution a pour objet d'envisager les relations entre experts et acteurs politico-administratifs. Plus précisément, il s'agit de rendre compte des usages et influences des connaissances expertes dans les politiques publiques. Centrée sur une monographie consacrée à la politique linguistique menée depuis une quinzaine d'années par le gouvernement autonome de Catalogne, cette contribution a donc pour ambition d'alimenter à partir de ce cas particulier la discussion relative aux effets de l'expertise sur les politiques publiques en général.

Cependant, négligée comme objet scientifique par les politologues et par conséquent monopolisée en tant que tel par d'autres catégories de chercheurs comme par exemple les linguistes, les sociolinguistes et les juristes, la langue touche également des problématiques centrales en Science Politique. L'étude des politiques linguistiques à partir de l'analyse des politiques publiques permettrait ainsi d'intégrer la problématique de la langue aux autres problématiques de la discipline. Cela confirmerait la vocation à la fois particulariste (l'étude d'une politique spécifique) et généraliste (en quoi, par exemple, cette politique renvoie à un rapport au monde selon P.MULLER ou aux problèmes de la gouvernance dans les sociétés contemporaines selon J.LECA) de l'analyse des politiques publiques. Par cette contribution, j'entends ainsi montrer en quoi la réflexion relative à une politique publique apporte des éléments à celles portant en Science Politique sur l'Etat et le nationalisme d'une part et l'épistémologie d'autre part.

En effet, la politique linguistique dont il est ici question se singularise par sa place au sein d'un dispositif légal et plus généralement d'un projet politique visant à (re)construire¹ la nation catalane grâce à la marge de manoeuvre dont disposent les

¹L'emploi des parenthèses pour nettement distinguer mon propos de celui des acteurs. En effet, en faire un usage normal supposerait une adhésion au schéma nationaliste selon lequel la nation catalane existait, a été détruite et doit par conséquent être reconstruite. Cela constitue une interprétation à laquelle on peut effectivement souscrire mais qui ne doit pas déterminer une approche plus rigoureuse de la question. C'est donc consciente de l'enjeu que représente l'usage des mots et leur efficacité symbolique dans le champ scientifique et aussi dans l'arène politique que j'ai choisi d'avoir recours à cet artifice. Ainsi, j'ai essayé d'éviter l'écueil mis en évidence par B.VOUTAT selon lequel: "Parce que ceux-ci [les processus de mobilisation] sont sous-tendus par tout un travail collectif d'élaboration du sens même de la mobilisation, l'explication historique ou sociologique court en effet le risque de s'inscrire dans le prolongement direct des catégories militantes de perception du monde social". Cf B.VOUTAT, *"Objectivation sociale et mobilisations politiques. La question nationale dans le Jura suisse"*, in *Revue Française de Science Politique*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, n°1, volume 46, février 1996, p.31.

élites périphériques espagnoles depuis qu'a été adoptée dans la période post-franquiste la formule de l'Etat des Autonomies. Parce qu'elle constitue un levier de (re)catalanisation de la société sur laquelle, grâce au transfert qualitativement et quantitativement considérable de compétences, le gouvernement autonome étend son autorité, cette politique est au coeur du conflit centre-périphérie consubstantiel à l'Etat espagnol. Les tractations entre le Partido Popular, vainqueur sans majorité absolue des dernières élections générales, et les nationalistes catalans de la coalition CiU en attestent encore actuellement.

L'étude de cette politique linguistique participe également d'un questionnement sur la connaissance scientifique dans la mesure où les discours savants mobilisés lors de son élaboration et de son application émanaient généralement de professeurs et de chercheurs en sociolinguistique. Il s'agissait donc de scientifiques mais qui présentaient la particularité de revendiquer le caractère politiquement engagé de leur science, comme en atteste le propos placé en exergue du Professeur BADIA I MARGARIT. Parallèlement, les politiques bientôt en charge des institutions autonomes rétablies lors de la Transition, entendaient bien faire perdurer le consensus qui les liait à la société civile sur le projet catalaniste et mettre la science -en particulier la sociolinguistique- au service de cette cause. D'emblée, donc, et suivant la distinction établie par M.WEBER, la relation entre le savant et le politique s'est caractérisée par une confusion voulue des rôles. Cela n'a pas manqué d'avoir des conséquences sur les effets implicites, explicites, attendus et avérés de l'expertise opérée par ces acteurs. C'est précisément ce que j'entends démontrer dans cette contribution.

Son fil conducteur réside dans la volonté de mettre en évidence le poids de la variable politique, c'est-à-dire du conflit centre-périphérie en Espagne et du nationalisme catalan, dans l'élaboration d'une politique publique à certains égards singulière par rapport à celles généralement étudiées dans le cadre de l'analyse des politiques publiques. Les relations entre experts et décideurs, de même que l'influence des premiers sur la construction de la représentation de la réalité sociale chez les seconds, sont étroitement liées à la (re)construction nationale catalane. En conséquence, c'est dans ce cadre particulier que s'inscrivent leurs interactions stratégiques et qu'il convient de les étudier. En l'espèce, et pour inscrire mon propos au coeur d'une interrogation récurrente dans l'analyse des politiques publiques qui touche au premier chef le thème des effets de l'expertise, c'est la politique ("politics") qui a tendance à déterminer les politiques ("policies") et non l'inverse.

Pour cette raison et afin de resituer le présent jeu des acteurs dans un faisceau de contraintes et de traditions, il convient d'adopter en premier lieu une démarche inspirée par la sociologie historique. L'expertise actuelle, de même que la politique

linguistique du gouvernement autonome catalan dans son ensemble, est le produit d'une double dynamique: l'émergence de la langue comme objet politique dans le nationalisme catalan moderne qui s'est formalisé à partir du XIXème siècle (I, A) et comme objet scientifique spécialement grâce au développement de la sociolinguistique en Catalogne dans les années 60-70 (I, B). Dans un second temps, la langue sera traitée comme objet de politique publique. Suivant une approche davantage de type anthropologique, c'est la situation d'expertise en elle-même qui sera alors envisagée. Nous verrons ainsi que si l'expertise est le résultat de déterminants sociaux et d'antécédents intellectuels, elle est aussi celui d'une conjoncture qui la précipite et l'occasionne. Dans ce cas particulier, il s'agit de la Transition espagnole et de la définition de l'Etat des Autonomies, soit d'un changement de régime politique et de forme étatique (II, A). Enfin, l'étude corrélative de l'identité des acteurs mus en experts, de leur production savante et de ses effets sur la politique linguistique permettra de caractériser la situation d'expertise; elle paraît être à la fois une opération d'ingénierie intellectuelle et un acte qui présente une dimension socio-politique car elle légitime les acteurs en présence (II, B).

I. Déterminants sociaux et antécédents intellectuels de la situation d'expertise

A. Idéologie politique et cognition: le catalanisme et "l'objectivation doctrinale" de la langue catalane

Ce n'est qu'au terme d'un long processus que la langue est devenue un objet politique à part entière. En la matière, le développement du nationalisme catalan au XIXème siècle fut essentiel. Il favorisa en effet le travail intellectuel qui permit à la langue de se convertir en catégorie de réflexion et d'action politiques. Avant d'envisager ce travail proprement dit et afin de mettre en évidence le caractère déterminant de la variable politique en la matière, il semble nécessaire de situer à la fois historiquement et idéologiquement le nationalisme catalan dans le conflit centre-périphérie en Espagne.

1. Le catalanisme comme contestation d'une marginalisation et manifestation de l'illégitimité de l'Etat espagnol

Ainsi que l'a résumé J.LINZ, "l'unité des peuples et terres d'Espagne n'a pas cessé d'être remise en cause lors du dernier siècle malgré le fait que l'Etat -ou n'était-ce que la Couronne?- ait investi dans son ensemble l'actuel territoire depuis 1512. Depuis le début du siècle, les nationalismes régionaux ont remis en question l'existence de la nation espagnole et même de l'Etat espagnol. Pour cela, l'Espagne est le paradigme d'une construction étatique précoce dans laquelle l'intégration politique, sociale et

culturelle de ses éléments territoriaux -la construction nationale- n'a pas totalement été accomplie"². L'Etat espagnol moderne est en effet le produit d'un double phénomène relativement ancien: une unification territoriale réalisée pour l'essentiel avec la Reconquête face aux Maures, et diverses unions dynastiques qui ont progressivement placé les différents royaumes constitutifs de l'Espagne actuelle sous l'autorité d'un seul monarque participant du domaine linguistique castillanophone,. Ainsi, le Comté de Catalogne s'unit en 1134 au royaume d'Aragon qui faisait partie de l'Ibérie, alors qualifiée par l'archevêque de Tolède de "pays des cinq royaumes". Bien qu'appartenant au même ensemble, la Couronne de Castille se différenciait déjà nettement de la Couronne d'Aragon. Celle-ci était une confédération d'"Etats" autonomes qui acceptaient la tutelle du roi d'Aragon. Elle regroupait le Comté de Catalogne, les royaumes d'Aragon, de Valence et des Baléares et permettait à chaque Etat de conserver ses institutions. Dès l'époque médiévale, les deux Couronnes présentaient des structures socio-économiques distinctes et développaient une culture politique différente que l'on pourrait schématiquement caractériser ainsi: absolutisme basé sur une monarchie de droit divin, héritée de la double tradition romaine et chrétienne en Castille, et pactisme en Aragon³. La crise multiforme (économique, démographique, culturelle) débutée avec la peste de 1348 affaiblit la Couronne d'Aragon qui, menacée par l'expansion française, trouva avantage à s'allier puis s'unir à la fin du XVème siècle avec la Castille. Sous le "gouvernement conjoint" des premiers Rois Catholiques, l'évolution politique des deux entités n'en demeura pas moins toujours distincte. "Le règne d'Isabelle, en Castille, ne fera qu'accentuer le pouvoir absolu du monarque sur un pays uni, tandis que celui de Ferdinand dans la Couronne d'Aragon ne parviendra pas au même résultat, en partie à cause de la tradition "pactiste" qui se maintenait et de la résistance, parfois tenace, opposée par les Corts catalanes, mais aussi parce que les quatre Etats de la Couronne demeurèrent séparés. Le souverain, le plus souvent absent, était représenté de manière permanente dans chaque Etat par un lieutenant ou un vice-roi. Seul effort en faveur d'un semblant de centralisation, l'existence, à partir de 1494, d'un "Conseil d'Aragon", organisme consultatif servant de lien entre les différents royaumes et le roi par l'intermédiaire des vice-rois"⁴ Par le biais des tribunaux d'Inquisition qui dépendaient directement du Conseil de la Suprême siégeant auprès du roi, la Castille mena cependant une entreprise d'uniformisation à laquelle s'opposèrent

²J.LINZ, *"Early state-building and late peripheral nationalisms against the state: the case of Spain"*, in S.N.EISENSTADT & S.ROKKAN, *Building states and nations. Analyses by Region*, Beverly Hills, London, Sage Publications, 1973, p.33.

³Certaines populations comme celles du Pays Basque jouissaient d'un régime d'exception au sein du royaume de Castille. Elles avaient une forme d'auto-gouvernement.

⁴Cf. "Histoire des Espagnols", dirigé par Bartolomé BENNASSAR, Paris, Editions Robert LAFFONT, 1992, p.290.

les Aragonais en 1591 et les Catalans en 1640. Elle ambitionnait déjà de convertir ces populations à sa propre tradition institutionnelle et à sa culture politique. A la suite de la mort de Charles II, en 1700, sa conception de l'Etat triompha. Incapable, contrairement à son "homologue français" de briser les particularismes locaux pour asseoir définitivement son autorité, ce nouvel Etat espagnol se construisit cependant avec à sa base même une faiblesse structurelle: la résistance des contractants d'hier, donc sa propre illégitimité. Selon Jean-Pierre AMALRIC, "à des royaumes qui avaient conservé leurs personnalités juridiques, leurs représentations nationales et leurs fueros fait place une monarchie unitaire où Madrid devient la seule capitale"⁵. Si un certain type de relation entre les deux Couronnes disparut à cette époque de même que la Confédération catalano-aragonaise, c'est parce que Philippe V de Bourbon -vainqueur d'une sanglante guerre de succession- parvint à rester sur le trône espagnol. Imprégné des conceptions absolutistes françaises contemporaines et animé d'une rancœur manifeste à l'égard des "Pays Catalans" qui avaient soutenu son rival, il entreprit la construction d'un nouvel Etat. Celle-ci s'appuyait pour l'essentiel sur les décrets de Nueva Planta pris de 1707 à 1771 qui privaient notamment les royaumes de la Couronne d'Aragon de toute autonomie institutionnelle. A partir de cette époque, ces royaumes connurent un certain déclin. C'est en réaction contre celui-ci et contre un Etat qui avait réussi sa construction mais partiellement failli dans le domaine de son intégration nationale que des discours nationalistes se structurèrent au XIXème siècle dans ce qui était devenu la périphérie. En effet, cet échec est manifeste si l'on reprend la définition weberienne de la nation: "[elle] signifie par-dessus tout qu'il est légitime d'attendre de la part de certains groupes un sentiment de solidarité spécifique face à d'autres groupes. Le concept appartient donc à la sphère des valeurs".⁶ Si, à la suite de E.GELLNER, est privilégiée une approche de la nation en termes de congruence des principes d'unité politique et d'unité culturelle⁷, l'échec n'en est pas moins manifeste. C'est ce que nous allons voir maintenant.

La langue catalane a été marquée par l'ensemble des événements politiques évoqués ci-avant. L'usage du catalan a ainsi commencé à décliner lorsque la centralisation du pouvoir s'est accélérée, principalement du fait de Philippe V de Bourbon (1700-1736). Jusqu' alors, il ne semble pas permis de parler de répression linguistique, même dans le cadre de la politique centraliste menée par Olivarés au XVIIème siècle. Par contre, les décrets de Nueva Planta, en imposant le castillan

⁵Cf. "Histoire des Espagnols", dirigé par Bartolomé BENNASSAR, Paris, Editions Robert LAFFONT, 1992, p.515.

⁶M.WEBER cité par J.LINZ in "*Early state-building and late peripheral nationalisms against the state: the case of Spain*", in S.N.EISENSTADT & S.ROKKAN, *Building states and nations. Analyses by Region*, Beverly Hills, London, Sage Publications, 1973, p.34.

⁷E.GELLNER, *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1989, 208 pages.

comme langue d'Etat, ont marginalisé les autres parlers. Bien qu'interdit de tout usage public, le catalan a cependant continué à être utilisé dans la sphère privée et, surtout est demeuré parlé par certaines puissantes élites économiques locales. Parallèlement, la production littéraire a continué. L'expansion démographique fut à l'origine du redémarrage économique du XVIIIème siècle. C'est dans ce contexte que la langue catalane fut plus particulièrement redécouverte et est devenue le symbole de l'identité d'une communauté autrefois souveraine, puis subordonnée et cherchant à maintenir sa singularité malgré l'institution en 1857 du castillan comme langue unique de l'enseignement obligatoire.

2. Le catalanisme, ou comment l'échec dans la construction d'un Etat-nation espagnol favorise la construction de la langue comme objet politique

Ces quelques éléments de sociologie historique de l'Etat permettent de saisir l'importance du conflit centre-périphérie en Espagne. C'est au nationalisme catalan, de type contestataire, qu'il revint d'opérer dans ce contexte particulier la construction de l'objet "langue". Ce travail intellectuel a constitué une phase dans le processus historique que l'on peut présenter à grands traits ainsi:

- émergence et enracinement d'une singularité linguistique dans une zone de la Péninsule ibérique dès la fin du Xème siècle.
- non-reconnaissance de cette singularité lors de la construction de l'Etat espagnol avec des périodes de répression plus ou moins marquée;
- transformation progressive de la "guerres des langues"⁸ castillane et catalane en "question linguistique", en Catalogne plus particulièrement;
- politisation croissante de cette question au sens de présence continue dans le conflit centre-périphérie en Espagne et de prise en charge par les élites nationalistes catalanes au XIXème siècle;
- autonomisation finale d'une sphère de réflexion et d'action relative à la langue dans le cadre d'une forme de "division intellectuelle du travail nationaliste". Les catalanistes ont en effet distingué la langue des autres éléments de la culture car elle cristallisait selon eux l'identité du pays. Ils l'ont néanmoins pensée comme une partie en interaction constante avec le tout représenté par une identité catalane (re)constituée. Suivant cette logique, la politique linguistique a été conçue comme l'un des vecteurs de la "récupération nationale", pour reprendre la rhétorique et la thématique nationalistes contemporaines.

L'histoire du nationalisme catalan révèle une étroite relation entre son développement et celui d'une posture intellectuelle à l'origine de la politique linguistique actuelle. Leur apparition concomitante se montre particulièrement

⁸Expression empruntée à L.J.CALVET d'après *La guerre des langues et les politiques linguistiques*, Paris, Payot, 1987, 294 pages.

flagrante dans l'ouvrage de H.HINA, *Castilla y Cataluna en el debate cultural (1714-1939)*⁹. Elle mérite donc une brève attention. Sans ouvrir à nouveau la polémique relative aux origines essentiellement bourgeoises pour certains auteurs ou majoritairement populaires chez d'autres de ce nationalisme, il convient cependant de mesurer à sa juste valeur le poids d'une fraction de l'élite économique catalane dans la formation de celui-ci. Il semble ainsi avoir été promu par la prise de conscience d'une différence initialement économique de la Catalogne. La bourgeoisie industrielle a pris acte de la singularité des structures socio-productives ainsi que du contraste existant entre leur puissance économique et leur non-participation à des décisions prises à Madrid. Pourtant, à l'origine, c'est un provincialisme de type intégrationniste et régénérationniste à l'échelle de l'Espagne qui a prévalu. CAPMANY, à l'époque de l'Illustration (XVIIIème siècle), atteste de la prise de conscience de la part de certains membres des hautes classes sociales d'une spécificité catalane surtout ressentie dans sa dimension matérielle. BALMES -penseur politique du XIXème siècle- symbolise, dans la continuité de ce mouvement différentialiste, un provincialisme fondé au surplus sur l'affirmation d'une singularité culturelle et en forte réaction contre le "centralisme" madrilène, terme apparu vers 1830. L'influence du romantisme fut alors déterminante car la découverte du "Volkgeist" (génie du peuple) allemand a conditionné les positionnements idéologiques du moment: "(...)le concept de "provincialisme" est la structure fondatrice du mouvement catalan romantique. (...). En fin de compte, le "provincialisme" est le point de départ du fédéralisme et du nationalisme catalans"¹⁰. Le domaine linguistique a été influencé par ce glissement progressif puisque: "la prise de conscience des propres intérêts conduit à une prise de conscience en matière linguistique, jusqu'à arriver à une langue nationale catalane"¹¹. Dans ces conditions, les Jeux Floraux -rétablis en 1859 suivant le modèle médiéval-, loin d'être un simple concours de poésie en catalan, avaient une dimension idéologico-littéraire. ALMIRALL, l'un des penseurs originels du nationalisme catalan, voyait ainsi incarné dans cette manifestation "l'esprit de la bourgeoisie qui avait un conflit ouvert avec Madrid et qui recherchait dans la politisation d'un acte littéraire une compensation à ses frustrations politiques"¹². Le XIXème siècle a donc été synonyme de radicalisation du différentialisme d'origine et a vu l'apparition, vers 1870, du régionalisme catalan, composante du nationalisme ultérieurement formulé en tant que

⁹H.HINA, *Castilla y Cataluna en el debate cultural (1714-1939)*. *Historia de las relaciones ideológicas catalano-castellanas*, Madrid, Ediciones Peninsula, 1986, 450 pages.

¹⁰Cf. H.HINA, *Castilla y Cataluna en el debate cultural (1714-1939)*. *Historia de las relaciones ideológicas catalano-castellanas*, Madrid, Ediciones Peninsula, 1986, p.147.

¹¹Cf. H.HINA, *Castilla y Cataluna en el debate cultural (1714-1939)*. *Historia de las relaciones ideológicas catalano-castellanas*, Madrid, Ediciones Peninsula, 1986, p.136.

¹²Cf. H.HINA, *Castilla y Cataluna en el debate cultural (1714-1939)*. *Historia de las relaciones ideológicas catalano-castellanas*, Madrid, Ediciones Peninsula, 1986, p.126.

tel. Cette époque a également été marquée par l'émergence du catalanisme culturel (mouvement de la Renaixença) et d'une problématique nouvelle inconcevable auparavant: celle du bilinguisme littéraire comme question participant du problème plus général du bilinguisme en Catalogne. (Déjà) inspiré par le modèle modéré du français au Canada et par le plurilinguisme en Suisse, ALMIRALL est l'un des premiers à proposer une formule juridique à ce problème linguistique déjà considérablement objectivé: "La coofficialité est l'unique solution libérale au problème que toutes les nations plurilingues proposent; avec la coofficialité, tous les peuples libres ont résolu ce problème"¹³. PRAT DE LA RIBA, au début du XXème siècle, a contribué à perfectionner l'appareil idéologique élaboré jusque là. Dans *La nacionalitat catalana* (1906), c'est un nationalisme encore très influencé par le romantisme qui est formulé. La langue, comme élément de la personnalité catalane, reçoit un traitement particulier. Sa défense est associée de manière définitive à la restructuration de la société catalane. Par la suite, les organisations partisans nationalistes ont intégré cette conception et ont entendu apporter des solutions concrètes à cette problématique moderne de la langue définie simultanément à celle de l'intégration de la Catalogne en Espagne.

B.Savoir scientifique et cognition: la sociolinguistique catalane et "l'objectivation partisane" de la langue catalane

Le travail intellectuel de construction d'un objet "langue" autonome mené sur le plan politique depuis le XVIIIème siècle en Catalogne a, par la suite, été conforté par l'émergence d'un nouveau paradigme dans les sciences du langage. A la suite de T.KHUN, sont ici qualifiés de paradigmes "les découvertes scientifiques universellement reconnues qui, pour un temps, fournissent à une communauté de chercheurs des problèmes types et des solutions"¹⁴. Jusqu'au début du XXème siècle, la linguistique moderne a ainsi été déterminée par le modèle saussurien suivant lequel "la linguistique a pour unique et véritable objet la langue envisagée en elle-même et pour elle-même"¹⁵. Cette approche interne de la langue a vivement été critiquée par A.MEILLET, précurseur de la sociolinguistique contemporaine. Intellectuellement proche d'E.DURKHEIM, il appréhendait la langue comme un fait social. Par conséquent: "Du fait que la langue est un fait social il résulte que la linguistique est une science sociale, et le seul élément variable auquel on puisse recourir pour rendre

¹³Cf. H.HINA, *Castilla y Cataluna en el debate cultural (1714-1939). Historia de las relaciones ideológicas catalano-castellanas*, Madrid, Ediciones Peninsula, 1986, cité p.200.

¹⁴T.KHUN, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1983, p.11.

¹⁵L.J.CALVET, *La sociolinguistique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1993, p.6.

compte du changement linguistique est le changement social"¹⁶. Par la suite, c'est le courant marxiste qui a développé cette approche sociologique et non plus structurale et strictement interne de la langue. Cependant, cette approche s'est véritablement constituée en science des rapports entre langue et société grâce aux travaux menés dans le monde anglo-saxon par B.BERNSTEIN et W.LABOV. En un sens, on peut dire que la sociolinguistique est née en 1964 lorsqu'à l'initiative de W.BRIGHT est organisée la première conférence explicitement consacrée à cette jeune science.

C'est dans ce contexte de révolution scientifique¹⁷ qu'a émergé la sociolinguistique en Catalogne et -il faut le dire d'emblée- catalane. Il semble en effet que dans ce territoire la culture et l'une de ses composantes, la science, aient constitué à la fois un espace intellectuel et un lieu d'action à partir desquels était conçue la résistance contre l'Etat espagnol. Toute requête et manifestation politiques dans l'espace public ayant -sauf à de rares exceptions- historiquement été proscrites jusqu'à la Transition, la défense du fait différentiel catalan a été substantiellement assumée par le pôle culturel de la société. Il semble, comme en atteste le propos suivant du professeur BADIA I MARGARIT, que les scientifiques aient conscience de cette spécificité et assument leur fonction sociale et leur responsabilité politique en Catalogne:" (...) il est facile d'observer que la science qui s'y est développée n'a pas toujours été faite avec la froideur et l'objectivité qui paraissent devoir indéfectiblement accompagner la recherche. Bien plus: on serait tenté d'affirmer que notre science est systématiquement accompagnée d'affectivité. Moi-même, j'ai dit et écrit plus d'une fois que *l'une des constantes de la culture catalane moderne*¹⁸ est 1. que les travaux qui partout ailleurs sont exclusivement scientifiques ont été commencés chez nous avec une puissante charge affective, et 2. que les travaux qui partout ailleurs sont réservés à ceux auxquels il revient de les faire (les spécialistes) ne sont pas réalisés chez nous sans une intense participation populaire (...). S'il en est ainsi, ces deux constatations signifient que sous tous ses aspects *notre science est une affaire de toute la communauté*¹⁹, un domaine qui n'est pas réservé aux érudits, mais senti et partagé par le peuple cultivé. Avec cependant la particularité qu'une telle connotation n'affecte pas la valeur scientifique des oeuvres ainsi élaborées"²⁰. Cette dernière question ainsi que celle de la participation populaire -toutes deux pertinentes, complexes et polémiques-

¹⁶extrait de L.J.CALVET, *La sociolinguistique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1993, p.9.

¹⁷T.KHUN a défini ces révolutions comme étant "les épisodes extraordinaires au cours desquels se modifient les convictions des spécialistes". Cf T.KHUN, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1983, p.23.

¹⁸Les caractères ne sont pas en italique dans le texte d'origine.

¹⁹Les caractères ne sont pas en italique dans le texte d'origine.

²⁰A.BADIA I MARGARIT, *Ciencia i passio dins la linguística catalana moderna*, discours inaugural du cours académique 1976-1977, Université de Barcelone, 1976, pp.12-13.

n'intéressent pas dans l'immédiat mon propos. Par contre, est mise en évidence l'idée selon laquelle l'identité catalane s'est cristallisée dans la culture et que celle-ci participe d'un projet plus largement politique. BADIA I MARGARIT a ainsi lui-même formulé les interactions essentielles entre catalanisme, langue catalane et sociolinguistique dans la mesure où elle a pour objet principal la normalisation linguistique: "Le nationalisme a toujours tenu en compte la langue de la communauté dans la réalisation de sa lutte (...). Réciproquement, la langue a toujours été à la base du développement du nationalisme, lequel, s'en servant, s'est renforcé"²¹. Ailleurs, il disait: "un pas en avant dans la normalisation de la langue aidait le mouvement catalaniste, de la même manière qu'une conquête politique de celui-ci se répercutait sur la normalisation"²². La sociolinguistique catalane paraît donc s'être constituée aux confluent de deux courants: d'une part, le paradigme scientifique de la sociolinguistique qui autonomise et légitime l'objet "langue", mais sous l'angle inédit des relations langue/société; d'autre part, la culture politique catalane qui, définie dans et contre l'espace hispanique monopolisé par une conception souvent autoritaire, unitaire et centralisée de l'Etat, dote la culture d'une dimension politique singulière. Paradoxalement au regard d'une conception traditionnelle depuis E.DURKHEIM et M.WEBER de la société moderne et des critères de la scientificité, c'est l'étanchéité entre langue/culture et société/politique qui est ainsi établie comme catégorie d'analyse par un savoir scientifique qui s'est progressivement autonomisé puis institutionnalisé. Pour ce qui est de son militantisme politique de fait, la sociolinguistique catalane est l'héritière de la linguistique et de l'histoire de la langue développées antérieurement en Catalogne. Depuis sa constitution, la première n'avait jamais été pensée distinctement des applications qui pouvaient découler de ses considérations théoriques. Ainsi, elle eut un rôle fondamental dans la normativisation ou standardisation du catalan principalement aux XIXème et XXème siècles. La logique d'action était la suivante: sans langue standard, c'est-à-dire acceptée dans tous les territoires catalanophones qui présentent en ce domaine une hétérogénéité certaine, et modernisée, l'extension de l'usage -ou normalisation sociale- du catalan était compromise. Par ailleurs, seul un auto-gouvernement pouvait permettre la réalisation de cette "récupération linguistique" conçue dans l'idéologie catalaniste comme le reflet constamment ambigu d'une nation à la fois préexistante et à construire. Parallèlement, "il est évident que toute l'histoire de la langue, en faisant l'inventaire de ses usages, de ses vicissitudes et de ses liens avec les faits historiques, est inséparable de l'histoire des relations entre langue et société. (...). De fait, sous le concept d'histoire de la langue, il y a une véritable

²¹A.BADIA I MARGARIT, *"Llengua i nacionalisme: dos comentaris"*, in *Treballs de Sociolinguística catalana*, Valencia, n°7, 1988, p.29.

²²A.BADIA I MARGARIT, *"Llengua i nacionalisme: dos comentaris"*, in *Treballs de Sociolinguística catalana*, Valencia, n°7, 1988, p.22.

tradition de sociolinguistique catalane (...)"²³. Ces sciences se sont initialement fait l'écho dans le domaine linguistique du conflit centre/périphérie mais se sont également présentées comme un instrument de lutte patriotique dans ce conflit. Ainsi définies, elles entendaient s'opposer aux spécialistes de la langue qui, depuis le centre castillanophone, discréditaient les revendications catalanes. Cette dimension manifeste est soulignée par BADIA I MARGARIT, pionnier et figure éminente de la sociolinguistique en Catalogne, lorsqu'il écrit: "Dans le domaine des études linguistiques, cet environnement populaire de résistance a donné une claire connotation militante à la linguistique catalane. La signification de ce fait est évidente parce qu'eurent lieu une défense factuelle de l'usage de la langue et une défense théorique contre les idéologues castillans: la campagne contre les affirmations tendancieuses de R.MENENDEZ PIDAL au sujet du décret répressif du 21 novembre 1902 en est un exemple"²⁴.

Ainsi définie en positif et en négatif, la sociolinguistique catalane a été à l'origine développée par un groupe composé majoritairement d'universitaires "structuré au niveau national²⁵ et non étatique, pluraliste"²⁶. Elle émane donc de la société civile; F.VALLVERDU, qui est l'une de ses figures de proue, a ainsi décrit son évolution: "Au début des années 60 -la coïncidence avec le séjour d'ARACIL²⁷ n'est pas fortuite-, la sociolinguistique est "découverte" dans de petits cercles. Une étape dans sa reconnaissance internationale fut le VIIIème Congrès Mondial de Sociologie célébré à Toronto du 19 au 24 août 1974 au programme duquel il y avait une session sur la sociolinguistique catalane à l'intérieur du groupe de travail de sociolinguistique. Les catalans ont profité avec attention de cette occasion pour se révéler ainsi que leurs objectifs et leurs méthodes de travail: à l'occasion de la préparation de cette session de travail va naître l'actuel Groupe Catalan de Sociolinguistique (GCS) comme simple regroupement des personnes intéressées par ces questions, lequel groupe s'est structuré depuis (...). La sociolinguistique catalane ne se réduit pas complètement au GCS mais

²³A.BADIA I MARGARIT, *"Entorn de la sociolinguística catalana: precedents, dificultats, contingut, objectius"*, in *Treballs de sociolinguística catalana*, Valencia, n°1 (1974-1976), 19èè, pp.18-19.

²⁴J.CARBONELL, *Elements d'història social i política de la llengua catalana*", in *Treballs de sociolinguística catalana*, Valencia, n°2, 1979, p.101-102.

²⁵Le niveau national renvoie alors à la Catalogne, voire aux "Pays Catalans", espace à certains égards mythique qui regroupe la Catalogne, le Pays Valencien, les Baléares, Andorre et la région de Perpignan.

²⁶BADIA I MARGARIT, *"El Grup Català de sociolinguística i el Seminari internacional de sociolinguística de Perpinya (juliol de 1977)"*, in *Treballs de Sociolinguística catalana*, Valencia, n°2, 1979, p.21.

²⁷L.V.ARACIL est une figure éminente de la sociolinguistique catalane, même s'il préfère se définir comme un sociologue du langage. De plus, peut-être de par son origine valencienne, il est plus réservé que les autres spécialistes face au projet catalaniste dominant en Catalogne.

celui-ci en a constitué l'axe de vertébration le plus important"²⁸. Dès son apparition, ce groupe aux effectifs très réduits (16 adhérents en 1979) a eu des contacts étroits avec l'Institut d'Etudes Catalanes -institut fondé par E.PRAT DE LA RIBA au début du siècle²⁹ dont il a un temps été l'une des commissions spéciales. Les premières années de la sociolinguistique catalane se sont caractérisées par une production intellectuelle d'autant plus intense que la fin du prochine du franquisme laissait présager de sa prochaine institutionnalisation dans la mesure où cette science allait non seulement avoir droit de cité mais serait également un recours pour le futur gouvernement autonome.

Par l'intérêt prolongé qu'il a réservé à un long processus historique, le premier volet de ce travail témoigne de l'importance de la genèse sociale d'une politique publique. Il a en effet permis de saisir à quel moment, suivant quelle logique et quelles modalités, la langue catalane est devenue un problème politique. L'attention portée à cet aspect s'inscrit dans la lignée des travaux visant à "introduire la dimension cognitive"³⁰ et à "prendre en compte la complexité des constructions intellectuelles qui préside à l'émergence puis à l'affirmation et à la mise en oeuvre d'une politique"³¹. Elle témoigne également de la volonté de soutenir l'idée selon laquelle l'objet d'une politique publique ne s'impose pas spontanément aux décideurs. Ainsi que l'avait formulé P.MULLER, "un problème politique est nécessairement un construit social dont la configuration dépendra des multiples facteurs propres à la société et au système politique concerné"³². Or l'une des singularités présentées par la configuration catalane est que dans un contexte de forte mobilisation contre la dictature franquiste les savants ont joint leurs efforts à ceux des politiques pour construire ce problème. Ils donnent même l'impression d'avoir formellement défini un problème déjà mûri et un domaine - celui de la langue- déjà partiellement sectorisé. Dans ces conditions, il va être intéressant de montrer comment ces savants sont devenus experts et de suivre l'évolution de leurs relations avec les politiques, hier clandestins, convertis en décideurs sous l'effet du rétablissement du gouvernement autonome lors de la Transition et de leur triomphe électoral continu depuis la tenue d'élections autonomiques.

²⁸D'après la revue *Treballs de Sociolinguística Catalana*, Valencia, 1979, n°2, p.140.

²⁹Suivant un statut encore actuel, cet institut est une corporation académique scientifique et culturelle qui a pour objectif la recherche scientifique de haut niveau et principalement celle relative à tous les éléments de la culture catalane. A l'époque liée à la Diputacio (Province) de Barcelone, cette entité dépend actuellement du gouvernement autonome de Catalogne.

³⁰A.FAURE, G.POLLET, P.WARIN, *La construction du sens dans les politiques publiques. Débats autour de la notion de référentiel*, Paris, L'Harmattan, 1995, p.9.

³¹A.FAURE, G.POLLET, P.WARIN, *La construction du sens dans les politiques publiques. Débats autour de la notion de référentiel*, Paris, L'Harmattan, 1995, p.9.

³²P.MULLER, *Les politiques publiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 1994, p.36.

II. La situation d'expertise

A. Le rôle de la conjoncture

Cependant, avant d'envisager l'action menée par ces acteurs, il convient de mettre en évidence le rôle de la conjoncture qui les a fait accéder à ce statut d'expert. Cet aspect permet d'expliquer, de donner tout son sens et par là-même de justifier l'emploi de l'expression "situation d'expertise". Un acteur peut en effet présenter toutes les caractéristiques d'un expert -dont la légitimité tirée d'un savoir spécialisé- et ne demeurer qu'un expert virtuel. Par contre, le jeu des circonstances peut le convertir en expert réel. P.ROQUEPLO a souligné cette dimension puisque c'est selon lui "son insertion dans le dynamisme d'une prise de décision qui transforme l'énonciation d'une connaissance scientifique en expertise"³³. Dans le cas présent, l'importance de la conjoncture est patente. Une nouvelle fois la nature de cette conjoncture est politique. Il s'agit en effet de la Transition ouverte par la mort de Franco en novembre 1975. Or, comme "la politique d'uniformisation de la diversité linguistique était arrivé à son paroxysme sous le régime dictatorial, le mouvement de revendication nationale catalan avait soutenu et partagé les objectifs de toute l'opposition démocratique au régime. Etant donné cette identification, il était logique de penser que la récupération de la démocratie aboutirait à la réalisation des objectifs linguistiques et culturels de la Catalogne"³⁴. L'une des premières manifestations de l'existence de ce binôme démocratie-reconnaissance des faits différentiels a effectivement été le rétablissement de la Generalitat (gouvernement autonome) de Catalogne en septembre 1977. Cependant, cette institution n'a vraiment initié de politique linguistique qu'après la fixation définitive de son statut dans le cadre plus général de l'Etat des Autonomies. L'appel à l'expertise formulé pour définir puis appliquer cette politique à une échelle infra-étatique a donc été conditionné par la nouvelle structure juridique de l'Etat espagnol promue par la Constitution de décembre 1978.

1. La Constitution de 1978 et l'Etat des Autonomies

Véritable phénomène d'ingénierie institutionnelle, elle est le résultat d'un rapport de forces politique et d'un débat théorique dans lequel les catalans ont joué un

³³P.ROQUEPLO, *"L'expertise scientifique entre pouvoirs politiques, administrations et opinions publiques"*, in La Gazette Nucléaire, n°143-144, p.27.

³⁴M.RENIU, *"Aspects de la politique linguistique du gouvernement de la Catalogne"*, in Lenguas, n°35, Montpellier, 1994, p.131.

rôle décisif³⁵. Cependant, elle n'est pas allé aussi loin que ce qu'auraient souhaité les diverses forces politiques les représentant, ce qui peut expliquer en particulier le "non" d'Esquerra Republicana de Catalunya (ERC, catalanistes de gauche) lors du vote pour l'approbation du projet de Constitution au Congrès des Députés en 1978. Le traitement de la question linguistique leur est ainsi apparu décevant. Pourtant, l'article 3 représente un indéniable progrès au regard de leurs revendications. Il stipule ainsi:

"1. Le castillan est la langue espagnole officielle de l'Etat. Tous les Espagnols ont le devoir et le droit de l'utiliser.

2. Les autres langues espagnoles seront également officielles dans les Communautés Autonomes respectives, conformément aux statuts de celles-ci.

3. La richesse des différentes modalités linguistiques de l'Espagne est un patrimoine culturel qui fera l'objet d'une protection et d'un respect particulier".

Cependant, le cadre légal de la politique linguistique catalane ne se limite pas à cet article. Elle est étroitement liée à l'Etat des Autonomies dans son ensemble et à la répartition des compétences entre l'Etat et les Communautés Autonomes en particulier. La norme constitutionnelle reconnaît ainsi le droit à l'autonomie mais écarte le modèle fédéraliste³⁶. L'article 2 indique: "La Constitution a pour fondement l'unité indivisible de la Nation espagnole, patrie commune et indissoluble de tous les Espagnols. Elle reconnaît et garantit le droit à l'autonomie des nationalités et des régions qui la

³⁵A titre d'exemple, on rappellera que parmi les sept membres de la commission chargée d'examiner le projet constitutionnel figuraient deux catalans: J.SOULE TURA (PSC) et M.ROCA (CiU).

³⁶L'article 145 souligne "1. En aucun cas, la fédération de Communautés Autonomes ne peut être autorisée. 2. Les Statuts peuvent prévoir les cas, les conditions et les termes dans lesquels les Communautés Autonomes sont admises à conclure des accords entre elles pour la gestion et la prestation de services qui leur sont propres, ainsi que le caractère et les effets de la communication correspondante aux Cortès Générales. Dans les autres cas, les accords de coopération doivent être autorisés par les Cortès Générales". L'article 139.1 met en avant le principe de non -discrimination des citoyens: "Tous les Espagnols ont les mêmes droits et les mêmes obligations dans n'importe quelle partie du territoire espagnol". En vertu de ce principe, l'Etat peut intervenir comme le montre l'article 150.3: "Lorsque l'intérêt général l'exige, l'Etat peut promulguer des lois établissant les principes nécessaires à l'harmonisation des dispositions légales des Communautés Autonomes, même pour des matières relevant de la compétence de celles-ci. L'appréciation de cette nécessité appartient aux Cortès Générales, à la majorité absolue de chaque chambre". Et par l'article 155: "1. Si une Communauté Autonome ne remplit pas les obligations que la Constitution ou d'autres lois lui imposent ou si elle agit de façon à porter gravement atteinte à l'intérêt général de l'Espagne, le Gouvernement, après avoir préalablement mis en demeure le président de la Communauté Autonome et si cette mise en demeure n'aboutit pas, peut, avec l'accord de la majorité absolue du Sénat, prendre les mesures nécessaires pour la contraindre à respecter ces obligations ou pour protéger l'intérêt général en cause. 2. Pour l'exécution des mesures prévues au paragraphe précédent, le Gouvernement peut donner des instructions à toutes les autorités des Communautés Autonomes".

composent et la solidarité entre elles". L'article 143 précise en outre: "En application du droit à l'autonomie reconnu à l'article 2 de la Constitution, les provinces limitrophes ayant des caractéristiques historiques, culturelles et économiques communes, les territoires insulaires et les provinces ayant une entité régionale historique peuvent se gouverner eux-mêmes et se constituer en Communautés Autonomes, conformément aux dispositions du présent titre et de leur statut respectif". L'article 147 décrit ces statuts. L'alinéa 1 dispose ainsi: "Aux termes de la présente Constitution, les Statuts sont la loi institutionnelle de base de chaque Communauté Autonome et l'Etat les reconnaît et les protège comme partie intégrante de son système juridique". L'alinéa 2, enfin, donne les indications suivantes: "Chaque statut d'autonomie doit contenir: a. Le nom de la Communauté qui correspond le mieux à son identité historique; b. La délimitation de son territoire; c. La dénomination; l'organisation et le siège des institutions autonomes; d. Les compétences assumées dans le cadre établi par la Constitution et les bases pour le transfert des services correspondant à ces compétences". Concernant ces compétences, la Constitution établit quatre niveaux:

-Les compétences exclusives du gouvernement central sont au nombre de 32 et sont énumérées à l'article 149 alinéa 1. Il s'agit notamment des relations internationales, de la défense, de la justice, de la législation commerciale, pénale et pénitentiaire, de la politique monétaire. Dans les autres matières, les Communautés Autonomes peuvent en théorie intervenir si leur statut le prévoit explicitement;

-Les compétences dévolues aux Communautés Autonomes (article 148.1) dans vingt-deux domaines, sans qu'elles soient obligées de les assumer. Parmi ces compétences, certaines sont déterminantes, en particulier pour les effets que l'on peut attendre de leur exercice. Il en est ainsi de "l'organisation de leurs institutions de gouvernement autonome "(point 1) et du "développement de la culture, de la recherche et, s'il y a lieu, de l'enseignement de la langue de la Communauté Autonome" (point 17).

-L'article 149.3 établit que les domaines qui ne font pas partie des compétences exclusives des Communautés Autonomes peuvent leur être dévolus si les statuts d'autonomie le précisent. Toutefois, il ajoute qu'en cas de conflit, ce sont les normes du gouvernement central qui prévalent.

-Enfin, l'article 150.1 prévoit la délégation d'une partie des compétences de ce gouvernement aux Communautés Autonomes par le biais d'une loi-cadre complétant les statuts.

Il reste à noter que les compétences assumées par ces Communautés n'étant pas déterminées définitivement et qu'aucun calendrier n'étant fixé pour leur transfert, l'Etat des Autonomies est une réalité évolutive dont la configuration fait l'objet de marchandages permanents. De cette formule, G.CARCASSONNE disait en 1984: "Le système, on le voit, n'est pas simple. Mais la complexité est le tribut payé à la

souplesse. Les possibilités d'adaptation sont nombreuses et mettent chaque Communauté en mesure de bâtir, sur un tronc commun assez mince, un ensemble fait de modules variés dans leur type et dans leur taille. Ainsi espère-t-on que chacune d'elles pourra se forger des institutions fidèles aux contours de sa spécificité et de ses possibilités"³⁷.

2. Le Statut d'Autonomie de la Catalogne

La Catalogne, après avoir joui d'un statut de préautonomie qui a permis de donner rapidement satisfaction à certaines revendications élémentaires, fut l'une des premières à se doter d'un statut tel qu'il est décrit dans le texte constitutionnel. Le président TARRADELLAS, revenu d'un exil forcé par la victoire franquiste et de nouveau à la tête de la Generalitat provisoire, a initié dès 1978 le processus d'accès à l'autonomie. Celui-ci a suivi la procédure prévue à cet effet³⁸ et s'est caractérisé par la succession de différentes étapes. Il est le fruit de débats et de consensus successifs et a été finalement approuvé par 92% des catalans lors du référendum organisé en octobre 1979 (l'abstention a cependant été de 40%). Dans la hiérarchie des normes qui prévaut

³⁷Cf. G.CARCASSONNE, *"Les "nationalités" dans la Constitution"*, in Pouvoirs n°8 sur *"L'Espagne démocratique"*, Paris, Presses Universitaires de France, 1984, p.121.

³⁸La Catalogne a accédé à l'autonomie suivant l'une des deux procédures prévues dans la Constitution. La deuxième disposition transitoire de celle-ci la concernait en effet implicitement parce qu'elle stipulait: "Les territoires qui dans le passé ont adopté par plébiscite des projets de statuts et qui, à la date de la promulgation de la présente Constitution, seront déjà dotés de régimes provisoires d'autonomie pourront recourir immédiatement à la procédure prévue à l'article 148.2, lorsque leurs organes collégiaux supérieurs de préautonomie les y auront autorisés à la majorité absolue, en avisant le Gouvernement. Le projet de statut sera élaboré conformément aux dispositions de l'article 151.2 sur convocation de l'organe collégial de préautonomie". Il s'agit d'une procédure spéciale que seuls les Catalans, les Basques et les Galiciens pouvaient prétendre utiliser car ils remplissaient alors les conditions requises contrairement au reste de la population qui, par ses organes représentatifs au niveau provincial, a dû emprunter la voie ordinaire de l'article 146. "A la carte" et permettant de reconnaître la différence ("hecho diferencial") entre "nationalités historiques" et "régions", l'autonomie s'est ainsi généralisée à la suite de la promulgation de la norme constitutionnelle. C'est ce que l'on appelle en Espagne le "café para todos", vivement critiqué par ces mêmes nationalités historiques car diluant quelque peu leur singularité. L'adoption de cette formule a fait l'objet d'interprétations diverses dont certaines mettent en avant le souhait du gouvernement central de ne pas voir les "particularismes" menacer la "cohésion nationale" et l'existence d'un Etat unitaire. Le jugement de G.HERMET se veut plus pondéré: "Afin d'aider à la conciliation de ces principes différents, Adolfo SUAREZ [Premier Ministre de l'époque] se fait propagandiste du modèle constitutionnel italien, où la reconnaissance de régions autonomes pourvues à des degrés divers de responsabilités gouvernementales propres s'inscrit néanmoins dans un cadre institutionnel unitaire, intermédiaire entre le fédéralisme à l'allemande et le centralisme à la française. Au-delà, il suggère d'étendre le droit à l'autonomie à toutes les provinces désireuses de l'exercer, afin de dédramatiser les demandes plus anciennes des Catalans et des Basques.". Cf. G.HERMET, *L'Espagne au XXème siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 1992, p.254-255.

en Espagne, il a rang de loi organique de l'Etat. Sur le plan linguistique, il reprend à l'article 3 certaines des dispositions du statut républicain. Ainsi: "1. La langue propre de la Catalogne est le catalan; 2. La langue catalane est la langue officielle de la Catalogne comme l'est également le castillan, langue officielle dans tout l'Etat espagnol; 3. La Generalitat garantira l'usage normal et officiel des deux langues, adoptera les mesures nécessaires pour assurer leur connaissance et créera les conditions qui permettent d'atteindre leur pleine égalité en ce qui concerne les droits et les devoirs des citoyens de Catalogne; 4. Le parler du Val d'Aran sera l'objet d'un enseignement, d'un respect et d'une protection particuliers". Le statut définit cependant ailleurs les institutions d'autogouvernement de la Catalogne, ses compétences et ses relations avec le gouvernement central, autant d'éléments importants pour rendre effectif l'objectif affiché de bilinguisme.

La Generalitat est l'institution sur laquelle est structurée toute l'autonomie catalane, d'abord parce qu'elle a une dimension symbolique dans la mémoire collective catalane. Le décret-royal qui l'avait rétablie provisoirement en septembre 1977 résumait ainsi son importance historique: "La Generalitat de Catalogne (est) une institution séculaire, dans laquelle le peuple catalan a vu le symbole et la reconnaissance de sa personnalité historique dans l'unité de l'Espagne"³⁹. Ensuite, pour la réalité institutionnelle qu'elle représente. Selon l'article 29 du Statut, elle "est formée par le Parlement, le président de la Generalitat et le Conseil exécutif ou Gouvernement". Le Parlement, composé de députés élus pour quatre ans, vote des lois qui peuvent être proposées par le Gouvernement, organe exécutif et administratif supérieur. Le Président de celui-ci dispose de pouvoirs autres que seulement protocolaires.

Le titre I du statut est entièrement consacré aux compétences de la Generalitat. Là encore, il faut distinguer celles qui sont exclusives des autres. Par ce qualificatif, l'article 25 entend: "le pouvoir législatif, le pouvoir réglementaire et la fonction exécutive, y compris l'inspection"⁴⁰. Elles s'appliquent dans des domaines-clefs énumérés aux articles 9, 12 et 15. On relèvera notamment, pour ses implications par rapport à la viabilité d'une politique linguistique: la culture (article 9.4); les "fondations et associations de caractère enseignant, culturel, artistique, de bienfaisance, d'assistance et similaires qui exercent principalement leurs fonctions en Catalogne" (article 9.24); la "pleine compétence en matière de réglementation et d'administration de l'enseignement dans toute son étendue, à tous ses niveaux et degrés, ses modalités et ses spécialités (...)" prévue à l'article 15. Le champ

³⁹Cf. E.MARTIN, *La Catalogne*, Notes et Etudes Documentaires de la Documentation Française n°4925, Paris, La Documentation Française, 1990, p.56.

⁴⁰Cela ne signifie pas que l'Etat ne peut pas intervenir dans ces matières. Dans la réalité, au contraire, c'est une source de contentieux opposant gouvernement central et Generalitat que le Tribunal Constitutionnel -organe de régulation des conflits- doit arbitrer.

d'intervention de la Generalitat ne se limite cependant pas à ces matières. Il ne faut pas négliger le pouvoir réglementaire (article 1.) et son rôle d'exécutif de la législation adoptée au niveau étatique (article 11). Enfin, il lui revient, dans le cadre des règles fondamentales de l'Etat, de créer un régime de radiodiffusion, de télévision et de presse autonome (article 16). Tout en soulignant les limites de ce statut, A.CALZADA et C.LLORENS reconnaissent ses potentialités par la réponse qu'ils apportent à l'interrogation suivante: "Le plus pertinent, maintenant, est de savoir jusqu'à quel point sont utiles pour cette tâche les instruments dont nous disposons. C'est-à-dire, jusqu'où il est possible de refaire la nation dans le cadre dessiné par la Constitution espagnole de 1978 et le Statut d'Autonomie de la Catalogne de 1979. (...). Cela vaut la peine que nous nous posions la question: dans quelle mesure la solution que dessine le cadre juridique est-elle utile? Dans quels domaines le Statut nous permet-il la reconstruction nationale et dans quelles limites? Dans une matière aussi importante que la langue, par exemple, la Generalitat dispose des éléments nécessaires pour faire une politique qui conduise à rétablir le catalan comme langue propre de la Catalogne. Les pleines compétences dans l'enseignement ou les compétences exclusives dans la culture permettent également de faire un grand travail de renationalisation"⁴¹.

Le développement qui précède a permis d'établir une corrélation entre un changement de paradigme identitaire à l'échelle de l'Etat espagnol et la promotion d'une construction juridique inédite dotant la Catalogne d'une autonomie assez large. La politique linguistique développée dans ce cadre légal aurait cependant différé de ce qu'elle a finalement été si une autre variable n'était intervenue: celle du jeu politique.

3. Les nationalistes au pouvoir en Catalogne

La Transition a en effet ouvert un espace démocratique qui a permis à la dynamique partisane d'imposer sa logique. Elle a ainsi concouru à la configuration de sous-systèmes politiques caractérisés par la compétition des partis de dimension étatique et d'autres d'envergure nationale ou régionale selon l'entité à laquelle ils se rapportent. Le poids de l'Histoire a déterminé l'originalité du système partisan catalan, ne serait-ce que parce que les forces politiques ont été contraintes à un double positionnement en fonction des clivages droite-gauche et espagnolisme versus catalanisme. Sur cet échiquier, on distinguait au début du post-franquisme différents acteurs qui se caractérisaient par leurs options au regard de ces deux axes.

L'Alianza Popular (devenue Partido Popular dans la seconde moitié des années 80) se présentait comme socialement conservatrice, économiquement libérale,

⁴¹Cf. A.CALZADA, C.LLORENS, *Reconstrucció nacional*, Barcelona, Edicions Destino, 1995, p.37.

défendant l'existence d'un Etat-nation espagnol et niant celles d'autres nations en son sein, et disposant d'une implantation dans toute l'Espagne. A l'opposé, le vieux parti Esquerra Republicana de Catalunya (ERC) avait un profil de gauche sur les plans économiques et sociaux, nationaliste radical (indépendantiste et pancatalaniste) et exclusivement catalan (implantation dans le Principat et dans d'autres Communautés Autonomes catalanophones). Entre ces deux extrêmes, évoluaient -et évoluent toujours, même s'il convient de mentionner l'existence de nouveaux acteurs comme IC-Els Verds, à tendance communiste et modérément nationaliste- deux partis dont l'affrontement a structuré la vie politique catalane: le Partit dels Socialistes de Catalunya et Convergència i Unió (CiU).

Le premier est une branche appartenant à la fédération du Partido Socialista Obrero Español (PSOE), parti qui a assuré la direction du gouvernement central de 1982 à 1996. Il était économiquement inspiré par l'interventionnisme keynésien, socialement pour l'égalité et la justice entre citoyens, défendant un projet modérément nationaliste mais suffisamment pour susciter des frictions avec l'appareil du PSOE, et, enfin, doté d'une implantation strictement catalane. Il a parfois pâti du caractère moins affiché que CiU de son nationalisme. Il demeure paradigmatique de par ses efforts et ses difficultés pour intégrer dans une même idéologie et dans des actes concrets des options aussi contradictoires que la logique sociale (lutte des classes, même si le slogan est plus mâtiné qu'auparavant)) et logique territoriale (attachement à la Catalogne et à l'Etat...-nation espagnol). Ecartelé entre ces différentes postures mais jouissant d'un certain crédit pour ces prises de position pro-catalanes, le PSC n'en a pas moins obtenu un succès électoral auquel n'est jamais parvenu le PSUC, (Partit Socialista Unificat de Catalunya), indépendant mais lié au Parti Communiste Espagnol (PCE).

CiU, par contre, capitalise depuis quinze ans la plupart des voix, du moins lors des élections autonomiques car le comportement de l'électorat varie en fonction de la nature des consultations. Cela a permis à ce mouvement -reflet de la coalition entre le parti majoritaire de Jordi PUJOL, Convergència Democràtica de Catalunya (CDC) et celui de Miguel ROCA, Unió Democràtica de Catalunya (UDC)- de disposer de la majorité au Parlement catalan depuis les élections autonomiques de 1980. Celle-ci a été absolue durant trois législatures (1984-1988; 1988-1992; 1992-1995). Libéraux sur le plan économique, néanmoins attachés à la justice et à la protection sociales, les nationalistes de CiU sont les héritiers du catalanisme forgé au XIXème siècle. Cela signifie que leur action a été influencée par le travail de "sectorisation de la langue" opéré antérieurement et par une conception interventionniste de l'autorité publique dans le domaine particulier de la (re)construction nationale. Leur nationalisme s'inscrit dans la continuité de l'un de ses courants traditionnels en Catalogne: le

régénérationisme. Lorsque J.PUJOL déclare: "Nous voulons être des protagonistes de l'histoire espagnole"⁴², c'est en effet la volonté d'intervenir à l'échelle de l'Etat pour le moderniser qui transparait. Ce projet politique se conjugue avec la volonté de "faire le pays", c'est-à-dire la Catalogne. Il reconnaît ainsi la nécessité d'une action favorisant ce que les politologues appellent le "nation-making". La langue et la culture, "épine dorsale"⁴³ de l'identité catalane, font donc logiquement l'objet d'une attention particulière. Ainsi, il précise que le renforcement de la personnalité catalane -qui est l'un des objectifs prioritaires du gouvernement autonome- "oblige, entre autres choses, à envisager d'agir massivement dans le domaine de l'enseignement et dans celui des moyens de communication"⁴⁴. Dans un document interne à son parti, il explicite le rôle conféré à la politique linguistique et la situe ainsi dans un cadre d'intervention global:

"Que la Catalogne demeure un peuple. Pour cela, le premier et principal objectif est de nationaliser le peuple catalan (c'est-à-dire de renforcer et de rendre opératoire l'identité, la conscience et le sentiment nationaux du peuple catalan):

1. Renforcer la Generalitat, son image et l'adhésion populaire à l'institution.
2. Accentuer la politique de normalisation et de consolidation linguistiques.
3. Renforcer tous les éléments propres de la personnalité de la Catalogne (droit civil, connaissance de l'histoire, etc...).
4. Renforcer tout ce qui "fait le pays".
5. Orienter la doctrine et l'action du gouvernement de la Generalitat dans le sens de l'intégration catalane.
6. Donner un appui à tout ce qui donne cohésion au pays.
7. Coopérer à la création, ou à la conservation, d'un climat général en Catalogne positif dans toutes les sphères".⁴⁵

A travers cette description de la Transition et des mutations qu'elle a induites sur le plan institutionnel en matière de redistribution territoriale du pouvoir au sein de l'Etat espagnol, la conjoncture politique apparait donc déterminante. Elle a conduit à la création de structures d'auto-gouvernement à l'échelle infra-étatique et a permis aux élites politiques locales d'investir de nouveaux espaces de représentation. Celles-ci, désormais dotées d'un pouvoir décisionnel, ont dès leur entrée en fonctions, cherché à

⁴²Cf. J.FAULI, *El pensament politic de Jordi Pujol (1980-1987)*, Barcelona, Edicions Planeta, 1988, p.180.

⁴³Cf. J.PUJOL, "Que representa la llengua a Catalunya?", discours prononcé au Palais des Congrès de Monjuïc, à Barcelone, le 22 mars 1995. Publication du Département de la Présidence de la Generalitat de Catalunya, avril 1995, p.6.

⁴⁴Cf. J.FAULI, *El pensament politic de Jordi Pujol (1980-1987)*, Barcelona, Edicions Planeta, 1988, p.87.

⁴⁵Cf. J.FAULI, *El pensament politic de Jordi Pujol (1980-1987)*, Barcelona, Edicions Planeta, 1988, p.89.

mettre en oeuvre des politiques fidèles à leur agenda électoral. Ainsi, l'expertise occasionnée par la mise en marche de ce processus apparaît comme le produit d'une interaction entre conjoncture et structure. Si la première précipite l'appel à cette expertise, la seconde le favorise. Il importe désormais d'appréhender avec plus de précision l'identité des futurs experts, d'essayer d'en esquisser un profil et de porter une attention particulière à leur production intellectuelle dans la période franquiste puis post-franquiste.

B. Acteurs et effets de la situation d'expertise

1. La formation des savants

Ces spécialistes sont dans leur majorité à l'origine du Groupe Catalan de Sociolinguistique évoqué plus haut, groupe dont ils ont constitué l'essentiel des effectifs. Par ailleurs, il s'agit de personnes issues de l'aire catalanophone (principalement de Catalogne, mais également du Pays Valencien, des Baléares et de Catalogne nord ou Roussillon français) maîtrisant et pratiquant le catalan depuis leur enfance et qui ont aujourd'hui entre 40 et plus de 70 ans. Le "facteur âge" me semble déterminant pour saisir leur catalanophilie et sa traduction politique, soit leur catalanisme. En effet, ils ont tous vécu la dictature franquiste (1939-1975) qui s'est caractérisé par la volonté de faire coïncider nation et Etat espagnols et donc de réprimer toute expression de la diversité en particulier dans le domaine culturel. Ils ont tous vécu et souffert (certains ont même fait de la prison) de cette répression qui s'est abattue avec une virulence particulière en Catalogne. Ils ont pour cette raison fait partie de réseaux de résistance qui, pour ne pas être soupçonnés et inquiétés d'avoir des activités directement politiques, contournaient l'interdit en s'investissant dans la militance culturelle. Concrètement, cela se traduisait notamment par la défense de l'enseignement du et en catalan. La dictature a donc modelé de manière particulière la configuration Etat/société civile. Le second a incarné, à Madrid et dans tout le pays, la victoire d'une conception moniste de l'Espagne. Dans les territoires présentant un fait différentiel, l'opposition s'est réfugiée et structurée dans et à partir de la société civile locale. En son sein, et grâce à des actions communes menées en faveur de la démocratie et de la défense de la spécificité catalane, les anciennes et futures élites politiques ont noué des liens étroits avec les acteurs économiques et les intellectuels engagés, parmi lesquels comptaient les sociolinguistes. Cette expérience de résistance me paraît fondamentale dans la mesure où elle coïncide avec l'idée présente dans les théories neo-institutionnalistes selon laquelle il existe une empathie entre secteurs qui facilite la régulation qu'une politique publique reflète. Il est par conséquent permis de se demander dans quelle mesure la résistance anti-franquiste n'est pas un élément-clé pour saisir l'empathie ultérieure entre des secteurs de la société catalane qui, avec la "normalisation politique", ont eu tendance comme ailleurs à s'autonomiser les uns par

rapport aux autres. Ainsi que l'a souligné G.MASSARDIER dans un séminaire⁴⁶, il y a des lieux d'apprentissage de cette empathie intersectorielle. J'ai évoqué plus haut le rôle essentiel en ce domaine des associations culturelles. Elles se caractérisaient -et ce caractérisent toujours, malgré une certaine démobilitation que l'on pourrait légitimement relier au nouveau contexte politique- par une grande diversité d'activités. Certaines défendaient ainsi l'école catalane et organisaient des cours de et en catalan ainsi que des conférences sur le sujet. D'autres s'inscrivaient dans la tradition catalane de l'excursionnisme et des chorales⁴⁷. En bref, et quelque soit la nature du cercle de connaissances, la répression a permis l'établissement de relations interpersonnelles qui, une fois la démocratie établie, ont limité les effets de la différenciation des fonctions et corps sociétaux. Elle est à l'origine du maintien d'un haut degré de perméabilité entre les différentes sphères de la société puisque, résistants hier, les acteurs se sont connus puis par la suite reconnus. Cet élément a indéniablement déterminé ce que P.ROQUEPLO appelle le "style" de l'expertise. En effet, celui-ci "dépend donc du type d'interface qui s'instaure dans chaque cas entre le système scientifique et le système décisionnel concernés"⁴⁸.

Un autre point commun des spécialistes de la langue est qu'ils ont été jusqu'à récemment autodidactes dans leur spécialité. Une nouvelle fois, c'est l'environnement politique qui fournit l'explication de cette donnée qui peut paraître surprenante au regard des experts habituellement pris en considération. Les études catalanes et la sociolinguistique n'ont en effet que tardivement été intégrées à l'Université dans la mesure où elles présentaient un caractère par essence subversif pour le régime franquiste. Par conséquent, c'est par des lectures personnelles -principalement d'auteurs anglo-saxons- et des contacts établis avec les chercheurs étrangers lors de colloques internationaux qu'ils ont effectué leur propre formation intellectuelle. Toujours en marge de l'Université, des cours clandestins comme celui organisé par l'Institut d'Etudes Catalanes dans le cadre des Etudes Universitaires Catalanes semblent avoir joué un rôle important dans la constitution d'un savoir et d'un réseau de professionnels.

Les sociolinguistes présentent cependant des différences entre eux qui méritent d'être soulignées même si elles n'ont pas pour autant gêné le partage d'un même sentiment d'appartenance territorial et d'un même projet politique. Les personnes qui plus tard sont devenues des experts n'ont en effet pas suivi le même cursus universitaire ni la

⁴⁶Séminaire dans le cadre de la formation doctorale en Science Politique comparée et appliquée de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence, année universitaire 1995-1996.

⁴⁷Cet aspect a particulièrement été bien mis en évidence par J.L.MARFANY dans *La cultura del catalanisme*, Barcelone, Ed.Empuries, 1995, pp.293-321.

⁴⁸P.ROQUEPLO, "*L'expertise scientifique entre pouvoirs politiques, administrations et opinions publiques*", in *Gazette Nucléaire* n°143-144, p.27.

même trajectoire professionnelle. Certains ont suivi un cursus en linguistique - dominée par les travaux portant sur la langue du centre, le castillan ou espagnol- et d'autres non. Ils ont par exemple fait du droit ou de la psychologie. Par la suite, certains ont intégré l'Université et ont ainsi précipité l'intégration et la structuration des études catalanes et sociolinguistiques en son sein. D'autres ont eu une profession libérale, avocat par exemple, mais ont donné des cours à l'Université. Certains, de celle-ci, sont rentrés dans les services linguistiques de l'administration autonome. Cependant, les experts sont majoritairement des universitaires à part entière. En cela, ils se distinguent de façon notoire de la génération qui les a succédés et qui, sous l'effet conjoint de deux facteurs, se définit moins par cette appartenance professionnelle. L'Université n'a ainsi pas pu proposer de postes de travail au nombre plus élevé d'étudiants qui pouvaient opter pour une formation en sociolinguistique. Par contre, l'administration autonome a continué de se développer. Elle a constitué un employeur important des jeunes générations de sociolinguistes au même titre que les municipalités. Si la consolidation démocratique a favorisé la professionnalisation et l'institutionnalisation de la sociolinguistique, elle a donc également induit sa bureaucratisation. A certains égards, on est passé des sociolinguistes engagés aux terminologues fonctionnaires engagés par des administrations territoriales en forte expansion et dominées par des élites politiques catalanistes. On peut voir dans cet aspect l'évolution logique des relations ambiguës entre sphère savante et sphère politique, voire entre société civile et puissance publique.

Le cas catalan me semble donc intéressant car il incite théoriquement et méthodologiquement à envisager dans l'analyse des politiques publiques la biographie des experts comme un élément essentiel pour saisir la genèse des situations ultérieures d'expertise. Grâce à ce "détour" par les périodes de socialisation primaire et secondaire on saisit bien la structuration interne et la configuration des relations entre champs respectifs -dont ceux des savants et des politico-administratifs-, ainsi que la multipositionnalité des acteurs et leur insertion dans différents réseaux parallèles.

2. Production savante et expertise

Après avoir appréhendé la formation des spécialistes en sociolinguistique, il convient de considérer leur production, d'observer comment s'est structuré leur univers cognitif et quelles représentations de la réalité socio-linguistique ils ont forgées. Logiquement et l'on serait tenté de dire naturellement, ils ont considéré que les faits de langage n'étaient pas indépendants des communautés humaines dont ils émanaient. Inscrivant leurs réflexions dans la dynamique sociale conflictuelle de la Catalogne sous Franco, les sociolinguistes ont fait figure de théoriciens du conflit dans le domaine linguistique. La dimension sociale, soit le conflit centre/périphérie, a dès lors constamment sous-tendu leur production savante. Ainsi, leur construction intellectuelle

est le produit de l'emprunt, de l'adaptation, voire de la dénaturation de mots, concepts et systèmes de pensée élaborés ailleurs ainsi que d'éléments forgés localement. Les premiers semblent avoir dominé les seconds. Cela explique par exemple le succès connu par les notions de diglossie puis de normalisation linguistique dans ce que R.LAFONT a appelé les "sociolinguistiques périphériques"⁴⁹ en parlant de celles développées dans les espaces catalan et occitan. En cela, elles se sont nettement opposées à la sociolinguistique hispanique ainsi caractérisée dans les années 70: "même si elle est ouverte aux minorités culturelles de la péninsule ibérique et de l'Amérique hispanique, [elle] pourrait également s'appeler sociolinguistique espagnole dans la mesure où elle n'est pas toujours libérée d'une idéologie messianique, produit d'une histoire, qui a tendance à effacer ou à évacuer la remise en question de l'impérialisme culturel occidental. L'absence du concept de diglossie pour analyser des situations de dominance culturelles et de classe est en ce sens significatif"⁵⁰. Au début du développement de la sociolinguistique catalane et pendant longtemps malgré certaines divergences, la diglossie s'est ainsi imposée comme la clef de voûte de l'analyse opérée par les spécialistes de la langue. Face à "l'accueil fait par les sociolinguistes du domaine occitan et des pays de langue catalane à un concept, popularisé aux Etats-Unis par FERGUSON et FISHMAN, mais dont la paternité revient à PSICHARI"⁵¹, le sociolinguiste H.BOYER ainsi que d'autres chercheurs dans la discipline ont rétrospectivement manifesté de l'étonnement. Pourtant, dans l'adaptation qu'ils ont faite de ce concept à leur configuration particulière, les savants n'ont fait que lui redonner le contenu dont PSICHARI l'avait doté. On a ainsi pu noter que "l'usage du concept de diglossie est relativement ancien puisque, dès la fin du XIXème siècle, plusieurs auteurs s'intéressant à la situation linguistique de la Grèce l'avaient introduit dans leur discours. Ils avaient relevé aussi, surtout PERNOT, l'usage différentiel des codes en présence. Avec PSICHARI une dimension supplémentaire est ajoutée au concept: celle du conflit, en même temps qu'il attire l'attention sur plusieurs types de diglossies, la "puriste", l'"ordinaire" et la "véritable". Il souligne également l'aspect idéologique qui s'attache à ce phénomène"⁵². Ainsi, la diglossie, qui dans une acception large peut être définie comme "un principe d'organisation des communautés bilingues et bidialectales (...), une division du travail qui limite l'usage de chaque langue à un ensemble de domaines (domaine officiel, éducatif, familial, par

⁴⁹R.LAFONT, *"Pour retrouver la diglossie"*, in *Lenguas*, Montpellier, n°15, 1984, p.5.

⁵⁰F.JOUANNA, *"Questions de sociolinguistique hispanique"*, in *Lenguas*, Montpellier, n°4, 1978, p.147.

⁵¹H.BOYER, *"Diglossie": un concept à l'épreuve du terrain. L'élaboration d'une sociolinguistique du conflit en domaines catalan et occitan*", in *Lenguas*, Montpellier, n°20, p.22.

⁵²J.P.JARDEL, *"Le concept de "diglossie" de Psichari à Ferguson"*, in *Lenguas*, Montpellier, n°11, 1982, p.13.

exemple)⁵³ et le cantonnement d'une des deux langues dans une "basse culture", est selon PSICHARI un phénomène social. Celui-ci est "lié à une situation de domination d'une langue ou d'une variété sur une autre, créée par la pression d'un groupe de locuteurs, numériquement minoritaires mais politiquement et culturellement en position de force"⁵⁴. FERGUSON, s'il a atténué cette dimension conflictuelle lorsqu'il a "redécouvert" le concept dans les années 50, a néanmoins apporté un élément important à cet édifice théorique. Initialement, la diglossie était pensée pour caractériser les relations de formes linguistiques parentes. A la suite de FERGUSON, c'est son application à des situations où deux langues distinctes sont en contact qui a été promue et diffusée. Dès lors, les sociolinguistes catalans s'en sont emparé pour décrire la réalité locale, avec la claire intention de la changer. Car "la chose est acquise: les études de diglossie appartiennent au projet de destruction de la diglossie"⁵⁵. Faites en catalan par des acteurs issus de ce domaine linguistique, elles participent explicitement du processus de reconquête de cette langue. Plus largement, elles s'inscrivaient dans un mouvement de contestation de l'Etat et dans une invitation à "faire le pays". Donc, "il semble bien qu'en même temps qu'un déplacement dans l'espace se soit opéré un durcissement dans le contenu. Ainsi R.LAFONT définit la diglossie comme "la forme linguistique de l'expropriation de l'autochtone, soutenue d'idéologie lénifiante (...). J.BLANC et I.CODERC quant à eux font référence à R.NINYOLES pour annoncer: "Aux concepts pudiques de "contacts de langue", de bilinguisme, nous substituons ceux de diglossie et de domination (...)"⁵⁶.

Cependant, une autre notion a progressivement acquis une position centrale dans cette construction intellectuelle. Il s'agit de la normalisation linguistique (NL), dérivée de la planification linguistique nord-américaine. Il y a quelque logique à cette évolution car, bien qu'en désaccord sur le diagnostic précis dont l'espace catalan devait faire l'objet⁵⁷, les sociolinguistes se rejoignaient sur l'idée du conflit. Par conséquent, il fallait envisager ses issues virtuelles. D'où la définition d'une alternative: la substitution, soit la disparition du catalan au profit de l'espagnol, ou sa normalisation. La norme linguistique étant "le mode d'existence de la domination d'une pratique linguistique"⁵⁸,

⁵³P.ECKERT, *"L'imposition de la diglossie"*, in *Lenguas*, Montpellier, n°9, 1981, p.1.

⁵⁴J.P.JARDEL, *"Le concept de "diglossie" de Psichari à Ferguson"*, in *Lenguas*, Montpellier, n°11, 1982, p.13.

⁵⁵R.LAFONT, *"Pour retrouver la diglossie"*, in *Lenguas*, Montpellier, n°15, 1984, p.5.

⁵⁶H.BOYER, *"Diglossie": un concept à l'épreuve du terrain. L'élaboration d'une sociolinguistique du conflit en domaines catalan et occitan"*, in *Lenguas*, Montpellier, n°20, p.30.

⁵⁷La situation sociolinguistique n'était et n'est toujours pas la même dans les différents territoires qui composent l'aire catalanophone. Cela a impliqué qu'un usage différent soit fait des concepts scientifiques dans chacun de ces territoires.

⁵⁸D.BIAGIONNI, *"Pour un point de vue relativisé et historicisé sur la norme"*, in *Lenguas*, Montpellier, n°2, 1977, p.24.

"les nécessités de la lutte imposaient une réflexion sur la notion de Norme"⁵⁹. Le terme "normalisation linguistique" est apparu dans la sociolinguistique catalane avec les travaux de L.V.ARACIL dans les années 60. Bien que déjà floue quant aux buts proposés, elle renvoyait à l'idée d'un retour à la normalité incarnée par la IIde République espagnole. Le franquisme était considéré comme l'épisode qui avait interrompu la récupération initiée grâce à l'octroi d'un premier statut d'autonomie à cette époque. Dès lors, cette notion s'est popularisée et c'est entre science, élites politiques et grand public qu'elle a évolué. Grâce à la stature internationale de L.V.ARACIL, elle a connu un grand rayonnement dans la communauté des sociolinguistes à la fois dans et hors de Catalogne. Elle a été au centre des réflexions menées par d'autres spécialistes comme F.VALLVERDU. "Plus tard, au cours de la transition démocratique espagnole, ARACIL reprend le thème (...), proposant une nouvelle définition: la NL est le processus de politique linguistique de la langue déficitaire (non développée ou mise en minorité) permettant à cette langue de cesser d'être déficitaire"⁶⁰. Plus qu'un mot, elle renvoyait donc désormais à une "théorie du cercle fonctionnel et du modèle cybernétique"⁶¹ dans laquelle le système linguistique était en interaction avec le milieu socio-culturel.

La figure page 29 rend compte de manière synthétique de la place centrale de la NL et de la construction théorique opérée par les sociolinguistes catalans dans son ensemble.

⁵⁹ D.BIAGIONNI, *"Pour un point de vue relativisé et historicisé sur la norme"*, in *Lenguas*, Montpellier, n°2, 1977, p.17.

⁶⁰J.BANERES, J.M.ROMANI, *"L'exhortation à la "normalisation" ou Ho volem tot en catala (Nous voulons tout en catalan)"*, in *Lenguas*, Montpellier, n°35, p.31.

⁶¹J.BANERES, J.M.ROMANI, *"L'exhortation à la "normalisation" ou Ho volem tot en catala (Nous voulons tout en catalan)"*, in *Lenguas*, Montpellier, n°35, p.33.

Source: R.LAFONT, "*Pour retrouver la diglossie*", in *Lenguas*, Montpellier, n°15, 1984, p.42.

Cette construction a été produite mais également présente dans des instances de débat et de divulgation. Parmi celles-ci, il faut relever les publications périodiques et les ouvrages dans lesquels les spécialistes se sont exprimés. Les colloques internationaux ainsi que les réunions de travail organisées avec continuité par des entités comme le Groupe Catalan de Sociolinguistique à partir de 1973 et le Séminaire de Sociolinguistique de Barcelone fondé en 1977 par ARACIL ont également joué un rôle déterminant dans la structuration et la publicisation de ce savoir. Avec le recul, il semble pertinent d'appeler ces instances des vecteurs d'expertise. Elles ont en effet été les espaces dans lesquels les savants ont explicitement prétendu au rôle d'experts et ont fourni pour cela une forme d'expertise "gratuite" dans le sens où il s'agissait pour eux de faire savoir qu'ils possédaient un savoir utile aux politiques. Néanmoins, l'expertise qu'ils ont effectivement opérée plus tard et de plus en plus a moins dépendu que dans d'autres cas de cette "offre". Ces spécialistes se sont pour ainsi dire imposés car ils étaient en nombre réduit, le besoin émis par l'administration de leurs connaissances de terrain était réel et le microcosme dans lequel ils évoluaient les maintenait proches des politiques qu'ils connaissaient par ailleurs déjà. Dotés de légitimité scientifique et sociale, ils présentaient donc le profil idoine pour devenir expert...auprès du gouvernement autonome. Ils furent particulièrement sollicités à partir de la rédaction du statut de Catalogne dans lequel leur influence est manifeste car il stipule que la Generalitat doit garantir l'usage normal du catalan. Par la suite, ce gouvernement a créé en 1980 la Direction Générale de la Politique Linguistique (DGPL) "organisée en trois services: le service de normalisation linguistique qui travaille sur la statut de la langue catalane et encourage son emploi social et officiel; le service de consultation linguistique, qui travaille sur le corpus et s'occupe de sa connaissance et de sa diffusion; enfin, l'Institut de Sociolinguistique Catalane, qui se charge de l'étude de la situation sociolinguistique catalane et qui contrôle le processus de normalisation"⁶². Dirigée jusqu'à 1988 par A.MOLL, sociolinguiste originaire des Baléares, la DGPL comptait en 1994 cent dix employés et était dotée d'un budget d'environ cent millions de francs. Elle a dès l'origine entretenu des relations de travail étroites avec le milieu des professionnels de la langue. Ainsi, la collaboration avec le Groupe Catalan de Sociolinguistique s'est institutionnalisée. L'un des aspects de cette collaboration est financier puisque le Département de la Culture, dont dépend la DGPL, contribue à l'édition du bulletin du GCS. Par ailleurs, elle permet la tenue d'enquêtes conjointes et l'organisation de manifestations permettant aux spécialistes d'acquérir une visibilité sociale. Outre pour la rédaction du statut, les politiques ont consulté les savants à un autre moment clef, celui de l'élaboration de la Loi de Normalisation Linguistique du

⁶²M.RENIU, *"Aspects de la politique linguistique du gouvernement de Catalogne"*, in *Lenguas*, Montpellier, n°35, 1994, p.132.

Catalan (LNLC). A cette occasion, certains ont acquis le statut officiel d'assesseur d'un parti politique; ce fut par exemple le cas de F.VALLVERDU. Après trois années de négociations parlementaires car la Generalitat voulait en effet asseoir la nouvelle politique linguistique sur un large consensus, cette loi fut enfin promulguée en 1983. Suivie de mesures législatives et réglementaires diverses, elle est demeurée jusqu'à aujourd'hui la base de l'action publique en la matière. Cela conduit à envisager les effets de l'expertise.

3. Les effets de l'expertise

L'effet de connaissance dans un secteur particulier paraît indéniable. On est conduit à se demander si des experts qui, comme eux, ont réussi à imposer leur cadre intellectuel, ne se sont pas convertis en médiateurs. Par ce terme, P.MULLER définit en effet "les agents qui réalisent la construction du référentiel d'une politique, c'est-à-dire la création des images cognitives déterminant la perception du problème par les groupes en présence et la définition des solutions appropriées"⁶³. Ce qui semble différencier un expert d'un médiateur, c'est précisément cette réussite. En l'espèce, elle n'était pas hors de portée dans la mesure où chercheurs et politiques partageaient globalement -c'est encore le cas, même si la démocratisation a eu tendance à ébranler le consensus qui prévalait sous le franquisme- la même vision de la Catalogne. Or, "ne dit-on pas que la condition de succès d'une expertise est la rencontre d'intérêts portés par des milieux sociaux et politiques influents avec les énoncés de la recherche dans un domaine donné?"⁶⁴. Ce succès présente cependant ce que L.TANGUY a appelé un coût⁶⁵. Pour être influent, le savoir produit par les sociolinguistes a dû être transgressé par ses propres producteurs. Ce phénomène, déjà relevé et explicité par P.ROQUEPLO, voit donc son existence confirmée. Une nouvelle fois, c'est l'évolution de la notion de normalisation linguistique qui en atteste. J.BANERES et J.M.ROMANI, tous deux fonctionnaires de la DGPL, ont dressé un bilan critique de ce que fut son destin: "Normalisation est le mot le plus employé par la sociolinguistique catalane: bien qu'il soit un pseudo terme technique, il a été plus diffusé que "catalanisation". Mais les mots les plus utilisés ne sont pas forcément des termes évidents, bien au contraire. La NL s'est émancipée, s'éloignant de son père et même des sociolinguistes. La vigueur du mot est palpable dans le domaine public: dans la structure de l'Administration, il existe le Service de NL (1980), le Consortium pour la NL (1986) et les Centres de NL (1986) (...). Aujourd'hui, ce sont les politiciens et les

⁶³P.MULLER, *Les politiques publiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 1990, p.50.

⁶⁴L.TANGUY, *"Le sociologue et l'expert. Une analyse de cas"*, in *Sociologie du travail*, Paris, Dunod, n°3, 1995, p.471.

⁶⁵L.TANGUY, *"Le sociologue et l'expert. Une analyse de cas"*, in *Sociologie du travail*, Paris, Dunod, n°3, 1995, p.471.

moyens de communication qui déterminent son usage et donc sa signification. On peut même dire que les moyens de communication, dans bien des cas, se contentent de reproduire ceux que les cabinets de presse et les assesseurs d'image des politiciens élaborent, ce qui fait que l'analyse de la NL nous renvoie à l'usage politique. La normalisation est un mot-caméléon -un mot qui dans différents contextes a des significations différentes- en même temps qu'un mot-camion: un mot qui dans tous les contextes permet plusieurs lectures⁶⁶. Tel est le résultat prévisible d'une sociolinguistique -la catalane- pervertie *ab origine* en tant que science nationale ("science" au service -*ancilla* (esclave), préciserait un scholastique- d'une cause patriotique)"⁶⁷. Le constat est grave et il ne manque pas de faire écho à la réflexion suivante sur l'expertise: "Mais une telle rencontre [entre intérêts de la société et énoncés de la recherche] (...) relève fortement du hasard et ne saurait dissimuler qu'érigée en principe premier, elle détournerait le chercheur de ses fonctions principales qui sont d'analyser et de problématiser le questionnement social"⁶⁸. Le coût, c'est un certain soupçon qui pèse sur la scientificité de la sociolinguistique catalane car la nécessité a déterminé son caractère de science fondamentalement appliquée. Ce soupçon plâne inévitablement sur le monde des savants puisque l'on peut se demander dans quelle mesure ils ne sont pas parfois tentés de privilégier certaines stratégies en vue de bénéficier de rétributions de toutes sortes. On ne peut en effet pas négliger la forte pression qui existe actuellement dans une Catalogne actuellement dotée d'un gouvernement autonome, politiquement dominée par les nationalistes et engagée dans un processus de (re)construction nationale. Il est certain que l'accès et le maintien d'un haut statut dans la sphère savante et dans la "bonne société" catalanes passent par la promotion de concepts et de théories politiquement correctes. La centralité et la légitimité des objets scientifiques demeurent conditionnées par ce contexte dans lequel où il faut de manière constante attester que l'on ne soutient pas le "parti de l'étranger" et où la loyauté linguistique participe dans les esprits du sentiment d'appartenance territorial et de l'allégeance citoyenne. On comprend donc mieux pourquoi certaines problématiques et postures intellectuelles sont professionnellement et socialement plus porteuses que d'autres. Ainsi, face au thème des migrants castillanophones vivant en Catalogne, la normalisation linguistique dans son ensemble a constitué un objet particulièrement légitime. L'une des raisons de

⁶⁶Lors de l'un des entretiens effectués pour la présente contribution, l'un des sociolinguistes l'a également qualifiée de "mot-parapluie" et a regretté cette évolution, tout en se demandant si elle n'était pas inéluctable.

⁶⁷J.BANERES, J.M.ROMANI, "*L'exhortation à la "normalisation" ou Ho volem tot en catala (Nous voulons tout en catalan)*", in *Lenguas*, Montpellier, n°35, p.37.

⁶⁸L.TANGUY, "*Le sociologue et l'expert. Une analyse de cas*", in *Sociologie du travail*, Paris, Dunod, n°3, 1995, p.471.

son succès réside peut-être aussi dans la réflexion suivante: "Enfin, il faut tenir compte du "syndrome Fabra": si, comme on le dit couramment, la réglementation de cette langue fut l'oeuvre d'un seul homme, pourquoi ne pourrait-il pas en être de même pour sa normalisation? Dans la lutte pour occuper cette place, pour l'instant vacante, une foule de postulants vantent leurs mérites philologo-patriotiques. Ce roman de chevalerie présente d'innombrables inconvénients et avatars: batailles entre factions (catalan light contre catalan heavy), escarmouches pour la présidence du catalan - cette langue a une "présidence"-, etc..."⁶⁹. Effet de connaissance et effet de légitimation pour les politiques et les savants se mêlent donc; cela justifie le malaise que l'on peut éprouver devant une situation d'expertise qui ressemble parfois à un marché de dupes tacite, assumé comme tel par des parties qui en tirent un profit mutuel. Telles sont les contradictions d'une expertise dont le style se caractérise par la fusion des finalités distinguées par P.ROQUEPLO. L'expertise menée par les sociolinguistes catalans est à la fois "consultative", "promotionnelle" et "critique"⁷⁰. En dernier lieu, cela renvoie à l'ambiguïté structurelle de l'expert qui la réalise et du chercheur en Sciences Sociales s'il en vient à incarner cette figure.

⁶⁹J.BANERES, J.M.ROMANI, *"L'exhortation à la "normalisation" ou Ho volem tot en catala (Nous voulons tout en catalan)"*, in Lenguas, Montpellier, n°35, 1994, p.37 et 44.

⁷⁰La première permet de transmettre une information qui aide à la décision; la seconde de légitimer une décision déjà prise antérieurement mais qui rencontrerait des difficultés pour s'imposer; la dernière de disposer d'une argumentation solide pour assumer les critiques éventuelles. D'après P.ROQUEPLO, *"L'expertise scientifique entre pouvoirs politiques, administrations et opinions publiques"*, in La Gazette Nucléaire, n°143-144, p.27.